

Position de SUD Energie sur la journée d'action du 17 novembre dans les IEG

La CGT annonce une journée d'action sur les rémunérations (salaires et pensions) dans les IEG le 17 novembre prochain.

Nous regrettons une nouvelle fois de ne pas être convié à l'interfédérale, et nous n'en voyons pas la justification alors que d'autres organisations non représentatives – qui pour certaines ont eu moins de voix que nous aux dernières élections - y participent. Nous rappelons que Solidaires fait partie intégrante de l'intersyndicale nationale depuis plusieurs années.

Nous partageons totalement le constat que l'évolution des salaires et des pensions, dans les IEG comme ailleurs, est profondément injuste. Depuis des années, l'évolution du SNB est inférieure à l'inflation, ce qui signifie que tous les ans, un jeune embauché gagne moins que le jeune de même profil embauché l'année précédente. Tous les ans également, les pensionnés perdent du pouvoir d'achat. Les directions tentent de masquer cela par des augmentations individuelles et une multiplication des primes, qui ne font qu'augmenter les inégalités, mettre en concurrence les salariés entre eux, rendre les rémunérations opaques et entraver toute action collective sur cette question. Par ailleurs, comme partout, les très hauts salaires continuent –eux – à augmenter bien plus rapidement que les autres.

SUD Energie réaffirme ses revendications en matière salariale :

- un rattrapage immédiat : **400 euros pour tous et pas de salaire inférieur à 1600 €net** par mois ;
- un mécanisme d'augmentation plus juste : **des augmentations et des primes et indemnités égales pour tous** et non en pourcentage du salaire¹, des taux d'avancement identiques dans tous les collèges ;
- une **transparence totale sur la grille des rémunérations** de tous les salariés, avec une intégration dans le salaire des primes non liées à une contrepartie (ex : astreinte) et de l'intéressement dans le salaire.
- Une application de la grille salariale à tous les salariés sous-traitants qui le souhaitent.

Pour défendre ces revendications, nous considérons qu'une nième journée d'action, sectorielle et non unitaire, n'est pas la bonne solution.

Alors que le Gouvernement vient d'annoncer un nouveau plan d'austérité qui consiste encore une fois à faire payer aux salariés, au retraités, aux plus pauvres la crise dont ils ne sont pas responsables, SUD Energie s'associe pleinement à la démarche de Solidaires qui s'est adressée aux autres organisations syndicales pour proposer **d'engager ensemble une riposte au niveau nécessaire** : les 1% les plus riches, les marchés, l'oligarchie ne peuvent plus continuer à piller les richesses nationales.

¹ Nous considérons que lorsqu'un salarié à 4000 euros par mois voit son salaire augmenté de 10%, soit 400€ par mois, le salarié à 1500€ doit aussi avoir une augmentation de 400€ (et non de 150€, c'est à dire 10% de son salaire). De même, quand un cadre a une prime de déplacement de 300€, un agent d'exécution doit également toucher une prime de 300€ pour le même déplacement.